

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 20/09/4.10**

**SEANCE DU 21 SEPTEMBRE 2020**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE VINGT ET UN SEPTEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	31	2	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTEES :**

Stanislas ROQUEBERT (représenté par le Maire)  
Claudie CARTEREAU-ZUNINO (représentée par Christian BERCOVICI)

**Secrétaire de séance :** Anaïs HATRET

<b><u>VOTE :</u></b>		
<b><u>UNANIMITE</u></b> : NON	<b><u>POUR</u></b> : 31	<b><u>CONTRE(S)</u></b> :
<b><u>ABSTENTION(S)</u></b> : 2		<b><u>BLANC(S)</u></b> et <b><u>NUL(S)</u></b> :

**OBJET : Personnel communal : délibération cadre relative au régime indemnitaire (modification n° 1/20)**

Madame Laetitia QUILICI, adjoint au Maire informe l'assemblée que les agents de la commune peuvent, sur décision de l'organe délibérant, percevoir des primes et indemnités en complément de leur traitement indiciaire. Par délibération du 28 novembre 2016 n°16/11/4.4, il a été institué un régime indemnitaire cadre.

**Depuis le décret 2017/215 du 20/02/2017 ; l'indemnité spéciale mensuelle de fonction des agents de la police municipale peut porter à un taux maximum de 20%. Il convient donc de réévaluer le taux de cette prime de 18% à 20%.**

La présente délibération vise à déterminer le régime indemnitaire des agents de la commune d'Ollioules conformément à l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale.

Les dispositions de la présente délibération s'appliquent à l'ensemble des agents titulaires, stagiaires, non titulaires de droit public.

Madame QUILICI rappellent que ne bénéficient pas de la présente délibération les agents de droit privé (emplois d'avenir...), les collaborateurs de cabinet dont les modalités de rémunération sont prévues par les dispositions issues du décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales, les agents vacataires.

Par ailleurs, conformément à l'article 13-1 du décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales, les fonctionnaires détachés sur l'emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services ou de directeur général des services bénéficient du régime indemnitaire fixé pour leur grade d'origine.

L'ASSEMBLEE,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prise notamment dans ses articles 87,88, 111 et 136,

VU le code général des collectivités territoriales pris dans ses articles R1617-1 et R1617-5-2 relatifs à l'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes,

VU le décret n°76-208 du 24 février 1976 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration spéciale pour travail intensif,

VU le décret n°86-252 du 20 février 1986 relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaires pour élections (IFCE),

VU le décret n°88-631 du 06 mai 1988 modifié relatif à la prime de responsabilités des emplois administratifs de direction,

VU le décret n°89-259 du 24 avril 1989 modifié relatif à la prime spéciale d'installation,

VU le décret n°91-875 du 06 septembre 1991 modifié pris pour l'application de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

VU le décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 modifié relatif au régime indemnitaire de certains personnels paramédicaux civils du ministère de la défense,

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

VU le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS),

VU le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité (IAT),

VU le décret n°2002-147 du 07 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur,

VU le décret n°2002-598 du 25 avril 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires modifié (IHTS),

VU le décret n°2002-1443 du 09 décembre 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires (IFRSTS),

VU le décret n°2003-363 du 15 avril 2003 relatif à l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,

VU les décrets n°2003-799 du 25 août 2003, 2010-854 du 23 juillet 2010 et n°2012-1494 du 27 décembre 2012 relatifs à l'indemnité spécifique de service (ISS),

VU le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

VU l'arrêté du 23 août 2003 modifié fixant les taux de l'ISS,

VU l'arrêté du 15 décembre 2009 modifié fixant les montants de référence de la PSR,

VU les arrêtés des 20 mai et 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux et des ATSEM,

VU l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratives des administrations de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux et pour les éducateurs des APS,

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux,

VU l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application au corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents de maîtrise et adjoints techniques,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 05 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU la délibération du 17 décembre 1981 portant création d'une prime de fin d'année,

VU la délibération n°23.4 du 16 décembre 1991 relative à la prime de technicité et prime spéciale des personnels techniques,

VU la délibération n°5 du 05 mars 1992 relative au régime indemnitaire des personnels relevant de la filière administrative,

VU la délibération n°4.2 du 29 mars 1993 relative au régime indemnitaire des filières culturelle, sportive et médico-sociale,

VU la délibération n°06/02/4.4 du 27 février 2006 relative à la mise en place du dispositif des astreintes, interventions et permanences,

VU la délibération n°08/10/4.5 du 27 octobre 2008 relative aux conséquences de l'éloignement temporaire du service sur le régime indemnitaire des agents,

VU la délibération n°08/10/4.4 du 27 octobre 2008 instaurant une nouvelle échelle de notation,

Vu la délibération n°16/11/4.3 du 28 novembre 2016 valant mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour le cadre d'emplois de catégorie A des attachés territoriaux percevant la prime de fonction et de résultats,

Vu la délibération n°16/11/4.4 du 28 novembre 2016 valant délibération cadre relative au régime indemnitaire applicable aux agents de la commune modifié par délibération 19/03/4.7 du 25 mars 2019,

VU l'avis du Comité Technique en date du 11 septembre 2020,

CONSIDERANT qu'il convient d'approuver le présent régime indemnitaire applicable aux agents de la commune d'Ollioules,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. ABROGE la délibération du 25 mars 2019 n°19/03/4.7 valant délibération cadre du régime indemnitaire applicable aux agents de la commune
2. APPROUVE le régime indemnitaire applicable aux agents de la commune d'Ollioules tel que décrit ci-dessus
3. DIT que les montants de ces primes et indemnités seront revalorisés lorsque les textes réglementaires le prévoiront ou en fonction de la publication officielle de nouveaux montants
4. INSCRIT les dépenses inhérentes à la présente délibération sur le budget de la commune d'Ollioules comptes « charges de personnel 012 ».

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**

